GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ
•
467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 9 juin 2020

PIRON Jonathan. *L'Irak face aux risques de sécurité liés à l'environnement,* Note d'Analyse du GRIP, 9 juin 2020, Bruxelles.

https://grip.org/irak-securite-environnement

NOTE D'ANALYSE

L'Irak face aux risques de sécurité liés à l'environnement

par **Jonathan Piron**

9 juin 2020

Résumé

Dans la déstabilisation multifactorielle qui frappe l'Irak, le rôle joué par les enjeux environnementaux est une problématique souvent laissée au second plan. Or, loin d'être un aspect entrant peu en ligne de compte, les dérèglements tels que les changements climatiques ou le manque d'accès aux ressources nourrissent les conflits voire accélèrent les menaces. Ces aspects qui se retrouvent aussi bien au niveau local que national voire régional s'imposent d'autant plus fortement par une gouvernance inefficace qui renforce les griefs et ressentiments de la population. Sans la mise en place de mesures efficaces destinées à lutter contre les dégradations environnementales, l'Irak s'expose à de nouvelles déstabilisations aussi bien économiques que sociales et politiques.

Iraq facing environment-related security risks

Abstract

Iraq has been hit by destabilisation, caused by multiple factors. Environmental issues are part of this but are often left in the background. These issues are far from being insignificant. Indeed, the disruptions caused in particular by climate change or lack of access to resources fuel conflicts and even accelerate threats. This situation prevails at the local, national and even regional levels and is all the more acute because of inefficient governance, which reinforces the grievances and resentments of the population. Without the implementation of effective measures to combat environmental degradation, Iraq is exposed to further economic, social and political destabilisation.

Introduction

« *Non à l'Amérique, à Erdogan, aux Saoudiens, à l'Iran, au Baath, à Barzani ; révision de la Constitution et de la loi électorale, fin de la mise en œuvre des recommandations du FMI, fermeture des bases US, prise en compte des enjeux environnementaux sur le Tigre et l'Euphrate* ». Affichée sur les abords de la place Tahrir, à Bagdad, en novembre 2019, une banderole met en avant les multiples doléances qui émanent du mouvement de protestations populaires secouant alors l'Irak. Aux demandes liées à de nouvelles politiques économiques et sociales se joignent celles concernant les enjeux environnementaux. Déjà touché par une instabilité sociale, économique et politique grandissante, l'Irak est un pays menacé par les changements climatiques. Ces revendications, que l'on retrouve dans d'autres séquences de protestations, interrogent les liens entre conflits et environnement. Ces questionnements renvoient au concept de « sécurité environnementale » issu du champ des recherches en relations internationales et qui lient « sécurité nationale » et « cadre de vie »[1].

Les recherches sur le sujet dégagent trois aspects principaux permettant de définir les causes des conflits environnementaux. Tout d'abord, un événement environnemental peut contribuer au déclenchement d'un conflit. Les griefs et tensions autour du contrôle d'une ressource ou liés à la mauvaise redistribution de cette ressource peuvent dégénérer en violences. Ensuite, le facteur environnemental peut financer et entretenir un conflit ; l'exploitation des ressources par une des forces armées pouvant lui apporter les revenus nécessaires à son existence et donc à la prolongation des violences. Enfin, la question environnementale peut nuire au rétablissement de la paix. La perspective d'une paix durable peut être compromise par des individus ou des groupes s'accaparant les ressources. De même, dans le cadre d'un accord de paix ne tenant pas compte d'une redistribution plus égale des moyens subsistants, de nouvelles tensions potentiellement conflictuelles pourraient à nouveau se développer.

Ces aspects se retrouvent en Irak. Il est toutefois nécessaire de les aborder dans les contextes sociaux et géographiques spécifiques du pays pour saisir leurs dynamiques propres et formuler des réponses adaptées. Il importe ainsi particulièrement de considérer le rôle moteur des communautés et des individus qui tentent de faire face au changement climatique. Ce dernier, bien qu'il ne soit pas directement à l'origine des conflits, peut jouer un rôle dans des luttes de pouvoir, dans les rapports ethniques ou encore dans les intérêts économiques. La contextualisation est donc primordiale.

1. Michel Frédérick, « La sécurité environnementale : éléments de définition », *Études internationales*, 24, (4), 1993, p. 753–765.

La démarche permet de mettre en exergue cinq défis majeurs de sécurité environnementale : la sécurité hydrique ; la sécurité alimentaire ; la sécurité énergétique ; la désertification ; la dégradation des terres. Ces problèmes sont aggravés par d'autres processus tels que les conflits armés, la croissance démographique, l'urbanisation rapide et l'effacement de l'État.

Cette Note d'Analyse revient sur ces mobilisations environnementales et plus particulièrement sur leurs causes et leurs structurations. Elle anticipe également leurs conséquences possibles sur le plan sécuritaire et propose quelques pistes pour la résolution des conflits. Deux régions en particulier seront étudiées : le sud de l'Irak et Bagdad.

La note procède en quatre étapes. La première expose les principales caractéristiques climatiques de l'Irak. La deuxième explique les tensions et conflits qui touchent l'Irak depuis la victoire prononcée par les autorités irakiennes sur l'État islamique (EI), afin de mieux cerner le contexte sociopolitique. La troisième étape propose une analyse de l'insécurité environnementale qui frappe le pays à travers trois clefs de lectures (la gouvernance, les conflits violents, les tensions régionales). La quatrième étape s'intéresse plus spécifiquement aux mobilisations environnementales, notamment à leurs motivations et à leurs structurations.

1. Le contexte climatique irakien : stress hydrique et perspectives sombres

L'Irak, pays aride, subit des contraintes environnementales affectant ses ressources en eau et leur distribution. Les faibles précipitations placent les communautés locales dans des situations de tensions hydriques. À l'échelle du pays, la moyenne des précipitations est de 190 mm par an[2]. Des divergences importantes existent toutefois suivant les régions, le nord de l'Irak ayant des précipitations plus abondantes autour d'une moyenne de 1 000 mm par an. L'Irak est également un des rares pays de la région à être doté d'un bassin fluvial important avec le Tigre et l'Euphrate. Les deux cours d'eau, qui se rejoignent dans le sud du pays pour y former un delta commun, le Chatt-el-Arab, jouent un rôle important dans l'irrigation des terres. Le large espace de marais du Chatt-el-Arab représente, en outre, un chenal important permettant à la navigation venant du golfe Persique d'atteindre la ville de Bassorah située à 100 kilomètres de l'embouchure du delta. Écosystème unique, parmi les plus grands d'Asie occidentale, irriguant de larges zones agricoles, la région du Chatt-el-Arab est celle où se trouvent les principaux champs de pétrole irakiens.

2. Par comparaison, la moyenne des précipitations en Belgique est de 925 mm par an.

À ces aspects hydriques, il convient d'ajouter la présence de vents chauds et secs : le *Sharqi*, vent sec et poussiéreux provenant du sud et du sud-est qui souffle d'avril à juin et de septembre à novembre et le *Shamal*, venant du nord et nord-ouest et actif de la mi-juin à mi-septembre. Ces deux phénomènes venteux impactent les écosystèmes du pays, occasionnant des tempêtes de poussière parfois violentes. Tout comme les tempêtes de sable et de poussière qui proviennent de Syrie et d'Arabie saoudite, ils affectent les espaces agricoles et les infrastructures urbaines[3].

L'Irak est par ailleurs loin d'être épargné par les impacts des dérèglements climatiques. Selon la Banque mondiale, en 2050, la demande en eau dans le pays devrait connaître une augmentation allant de 50 % à 100 %, renforçant la pénurie dans certaines régions du sud déjà fragiles[4]. Selon l'Organisation des Nations unies (ONU), le Tigre et l'Euphrate devraient connaître une réduction de leur débit à hauteur de 50 % en 2030, par rapport aux niveaux des années 1980[5]. La salinisation progressive du Chatt-el-Arab pourrait accroître la désertification du delta, détruisant 50 % des zones agricoles[6]. Des phénomènes réguliers comme les tempêtes de poussière pourraient s'accroître, les obstacles naturels à la progression des vents disparaissant. L'ensemble du pays pourrait en outre être touché par une baisse des précipitations par rapport aux relevés du 20e siècle avec une diminution globale des précipitations annuelles moyennes de l'ordre de 9 % à l'horizon 2050[7].

Selon un scénario pessimiste, le nombre de jours dépassant les 40 °C pourrait passer de 15 par an pour la période 2020-2039 à 53 par an pour la période 2080-2099. La probabilité de sécheresses sévères augmenterait au fur et à mesure du siècle, les périodes de chaleur couvrant un total de 150 jours vers 2099[8]. En 2030, l'Irak pourrait tomber sous le seuil de pauvreté en eau, défini comme inférieur à 1000 m^3 par an et par personne[9]. Un épuisement des réserves d'eau souterraines serait atteint vers 2050.

Ces phénomènes climatiques extrêmes affecteront aussi bien la sécurité alimentaire de l'Irak que sa sécurité énergétique. L'épuisement des niveaux d'eau dans les barrages, la baisse de la production hydroélectrique et la modification des

---

3. Varoujan K. Sissakian, Nadhir Al-Ansari et Sven Knutsson, « Sand and dust storm events in Iraq », in *Natural Science,* vol. 5, 2013, p. 1084-1094.
4. Edoardo Borgomeo *et alii*, *The Water-Energy-Food Nexus in the Middle East and North Africa. Scenarios for a Sustainable Future*, World Bank Group, 2018, p. 28-29
5. Tobias Von Lossow, *More than infrastructures: water challenges in Iraq*, Clingendael, 2018, p. 2.
6. *Ibid*.
7. *Climate Change Profile: Iraq*, Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, 2018 ; Roz Price, *Environmental risks in Iraq*, Institute of Development Studies, juin 2008, p. 2.
8. A. A. Azooz, Shamil Talal, « Evidence of climate change in Iraq », in *Journal of Environment Protection and Sustainable Development,* vol. 1, n° 2, 2015, p. 66-73.
9. Roz Price, *Environmental risks in Iraq*, *op. cit*., p. 8.

modèles de disponibilité de l'eau auront ainsi des conséquences sur la production d'énergie du pays. La présence de barrages sur le Tigre et l'Euphrate et la forte hausse attendue de la demande d'électricité pour soutenir l'économie jouent, en effet, en ce sens[10]. La salinisation des champs pétroliers, de son côté, affecterait l'extraction des hydrocarbures.

Ces scénarios ne sont toutefois pas certains à ce stade. Le contexte politique est à prendre en considération dans l'étude de ces impacts climatiques et environnementaux, pouvant aussi bien accélérer que freiner l'arrivée de ces séquences.

2. Entre clientélisme et heurts sociaux et générationnels, l'émergence de revendications environnementales

L'Irak offre depuis le début des années 2000 l'image d'un État confronté à de nombreuses faiblesses et crises internes. L'invasion anglo-américaine de 2003 et la chute du régime de Saddam Hussein ont amené une instabilité persistante. En outre, de nombreux événements extérieurs ont secoué le pays au cours des deux dernières décennies, aggravant les instabilités et générant, par moment, des conflits violents.

Une nouvelle séquence s'est ouverte en décembre 2017 avec l'annonce de la victoire contre l'organisation de l'État islamique (EI). Alors que la lutte contre le groupe terroriste imposait une orientation des moyens de l'État vers les appareils militaires et de sécurité, l'annonce par le Premier ministre Haider al-Abadi de la « victoire[11] » sur l'EI a fait remonter de nombreuses demandes liées aux enjeux économiques et sociaux. Si les priorités économiques et sociales ont été mises sous cloche par le pouvoir durant la lutte contre l'EI, les revendications de la population n'ont pour autant jamais cessé. Le dysfonctionnement de l'État central est régulièrement mis en avant par les protestataires comme responsable du chaos ambiant. Tandis que la corruption généralisée fait disparaître une masse importante de fonds publics, le factionnalisme[12] et le clientélisme sont pointés du doigt comme responsables du blocage des structures de l'État et ce à différents niveaux. Connu sous le terme de *muhassasa*, le système politique irakien basé sur l'existence de quotas de représentation devait, à l'origine, stabiliser le pays grâce à une répartition du pouvoir entre les différents groupes sectaires, parmi lesquels figurent les groupes sunnites, chiites et kurdes.

---

10. Yesar Al-Maleki *et alii*, *2018 Annual report. Riding the oil markets. Iraq's economy in transition*, Iraq Energy Institute, p. 18.
11. Margaret Coker et Falih Hassan, *Iraq Prime Minister Declares Victory Over ISIS*, *New York Times*, 9 décembre 2017.
12. Le pouvoir en Irak est diffus, avec de multiples centres politiques et géographiques concurrents, qui s'unissent rarement et uniquement en temps de crise. La décentralisation a renforcé les divisions au sein de ces espaces politiques, amenant l'essor d'un factionnalisme fonctionnant sur divers ressorts (Andrea Malouf, *When people, power and politics collide*, Blog LSE, 12 mars 2018).

Dans la pratique, cette redistribution se traduit par une captation du pouvoir et des richesses par les groupes les plus puissants[13] qui n'ont guère hésité à désactiver les mécanismes de contre-pouvoirs afin de maintenir leur position[14]. La corruption endémique et le clientélisme aux niveaux régionaux et locaux achèvent de vider de leur substance les quelques politiques publiques mises en place[15]. Couplée à un effondrement des rentrées financières dû à la baisse du cours du pétrole en 2013, cette politique finit par entraîner un profond gaspillage des revenus du pays et une incapacité à répondre aux enjeux d'intérêt général de courts et longs termes.

Dans les faits, si l'Irak est secoué par des manifestations réclamant emplois et fin de la corruption depuis 2011 au moins, une nouvelle dynamique émerge en 2015. Jusqu'alors locaux, voire régionaux, les rassemblements dénonçant l'incurie du pouvoir en place deviennent plus massifs, prennent une dimension nationale et opèrent une jonction entre plusieurs types de revendications sociales, économiques et politiques. Le caractère violent, tant du côté des manifestants que de celui des autorités, marque la période. L'été 2018 voit un nouveau palier franchi, les contestations s'étalant sur plusieurs semaines et touchant plusieurs grandes villes comme Bassorah, Najaf et Kerbala. En octobre 2019, un nouveau cycle de protestations touche à nouveau une grande partie du pays, avec Bagdad comme épicentre[16]. Dans la capitale, les manifestations rassemblent principalement des jeunes ayant entre 16 et 25 ans provenant de quartiers pauvres de la capitale (Al-Sader, Al Huriya et Al Shaala)[17]. Connectés aux réseaux sociaux, largement sans-emploi, ces jeunes représentent une grande partie de la population désabusée et en marge des groupes sociaux et politiques classiques[18]. Dans ce cycle de protestations, les revendications ne concernent plus seulement des demandes liées à l'accès à l'emploi ou à la lutte contre la corruption : le lien se fait également avec d'autres exigences comme l'accès à l'eau, à l'électricité, à la sécurité et à la lutte contre les saisies des terres agricoles.

---

13. À l'image des mouvements politiques chiites rassemblés autour de l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki ou du leader politico-religieux Moqtada al-Sadr.
14. Sarwar Abdullah, « After IS, Iraq's Major Challenge is Corruption », in *Fikra Forum*, The Washington Institute, 2 août 2018.
15. En 2019, *Transparency International* classait l'Irak à la 62e place sur 180 dans son indice de perception de la corruption.
16. Matthew Schweitzer, *Protests in Southern Iraq Intensify, Is Instability to Follow?*, IPI, 24 juillet 2018 ; Zahra Ali, *Iraqis demand a country*, *Middle East Report* 292/3 (Fall/Winter 2019) ; Hamzeh Al-Shadeedi, Mac Skelton & Zmkan Ali Saleem, *Why Iraq's Protesters Won't Go Home: 10 Voices from the Movement*, Blogs LSE, 3 mars 2020.
17. En 2019, 60 % des Irakiens avaient moins de 25 ans.
18. Harith Hasan, *Analysis: Despite loss of support from top cleric, young Iraqis continue protesting*, PRI, 31 janvier 2020.

À ces protestations secouant la structure politique irakienne s'ajoutent des tensions liées à la lutte contre l'EI (toujours actif dans le pays) ainsi que celles issues de relations difficiles avec les États voisins (l'Iran, notamment). Si le nombre d'attaques menées par l'EI a diminué durant l'hiver 2019-2020, elles sont reparties à la hausse au printemps 2020[19], touchant plusieurs provinces irakiennes. Les actions du groupe terroriste ciblent principalement les espaces sunnites ou mixtes, frappant divers groupes combattants ou touchant diverses zones habitées, entraînant parfois des phénomènes migratoires.

Du côté régional, l'Irak est au centre des tensions entre l'Iran et l'Arabie saoudite. La « guerre froide » qui oppose les deux voisins voit chaque capitale tenter d'utiliser à son profit les groupes politiques et religieux présents en Irak. La mort en janvier 2020 du commandant des Pasdaran iranien, Qassem Soleimani, a mis en évidence l'entrisme de l'Iran sur la scène politique et sécuritaire irakienne, via notamment ses relais importants au sein des milices *Hachd al-Chaabi*, à savoir les Unités de mobilisation populaire à dominante chiite. La volonté de l'Iran de maintenir l'Irak sous son influence se réalise également dans d'autres secteurs que le sécuritaire : dans le domaine énergétique ainsi que dans les échanges commerciaux plus classiques et les flux de pèlerins entre les deux États, les liens entre Bagdad et Téhéran témoignent d'une relation forte même si marquée par des périodes de crispations.

Face à ces crises et tensions, l'insécurité environnementale devient de plus en plus prégnante au sein de la population. Dans une série d'enquêtes menées entre 2017 et 2019 auprès des habitants de Bassorah, l'ONG Pax a ainsi mis en évidence la montée des craintes liées à l'accès aux ressources comme facteur pouvant déboucher sur un conflit[20]. Si en 2017, cette préoccupation se trouvait encore loin derrière celles liées aux conflits sectaires et à la pauvreté, en 2018 et en 2019 cet élément se retrouvait parmi les principales causes considérées comme conflictuelles. Les motifs environnementaux entrent dans le champ des revendications des dynamiques protestataires. Il reste que ces motifs se lient à des éléments politiques divers qu'il est important de bien cerner : l'insécurité environnementale naît de causes diverses, mais où pointe majoritairement la dimension politique.

---

19. Si les attaques de l'État islamique durant les deux premiers mois de 2020 ne représentaient que la moitié des 138 attaques alléguées par le groupe au cours des deux premiers mois du trimestre précédent, leur nombre est brusquement reparti à la hausse en mars-avril. Le seul mois d'avril a ainsi dépassé le nombre d'attaques recensées durant la période hivernale (*U.S. Report : ISIS resilient in Iraq, Syria*, Wilson Center, 10 février 2020 ; Charles Lister, *ISIS's dramatic escalation in Syria and Iraq*, Middle East Institute, 4 mai 2020).
20. *Human Security Survey: Irak*, PAX, s.d.

3. Insécurité environnementale dans le pays : un état des lieux

En Irak, le lien entre insécurité et environnement n'est ainsi pas réductible aux seuls dérèglements climatiques. Ces derniers s'inscrivent dans un contexte de luttes sociales et économiques ciblant les défaillances de l'État, tout particulièrement son incapacité ou son absence de volonté à servir l'intérêt général. Trois approches permettent d'étayer ce propos : la mauvaise gouvernance ; le rôle des conflits violents ; les tensions transfrontalières.

3.1. Mauvaise gouvernance

La mauvaise gouvernance est régulièrement désignée comme un élément suscitant l'insécurité environnementale en Irak. Il reste que cette question de la gouvernance couvre plusieurs réalités. De manière générale, le manque de capacités publiques pour contenir les conflits autour de l'accès aux ressources a renforcé les griefs entre les communautés concernées. L'effacement ou la disparition des pouvoirs publics dans le sud du pays a favorisé le détournement des ressources par divers acteurs. Dans d'autres espaces, la méfiance des populations rurales envers les autorités publiques a contribué au ressentiment et à la montée des tensions. La corruption joue ainsi un rôle indéniable dans les reproches adressés aux structures publiques, entraînant l'évaporation des moyens financiers destinés aux instruments d'adaptation et d'atténuation face aux changements climatiques. La décentralisation poussée par les différents gouvernements irakiens, mal réalisée, a également amené son lot de critiques[21]. Le manque de transparence et de responsabilisation des autorités en charge renforce les frustrations et exacerbe le ressentiment. Ainsi, à Bassorah, concernant la gestion de l'eau, la décentralisation a abouti à une pléthore d'administrations locales et régionales. Ce ne sont pas moins de huit ministères et départements fédéraux, six agences locales et le bureau du gouverneur qui sont en charge du projet d'amélioration de la qualité de l'eau dans la région. En conséquence, les responsables en cas de dysfonctionnement ne sont guère identifiés, chacun se rejetant la faute d'un manque de coordination entre les différents services[22].

Le secteur agricole irakien est particulièrement affecté par ces manquements. Depuis 2003 et la chute du régime de Saddam Hussein, la mauvaise gestion économique au sein des ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur a contribué à l'aggravation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les populations rurales, obligeant de nombreux agriculteurs à abandonner leurs champs pour trouver un emploi dans les grandes villes.

---

21. Ali Al-Mawlawi, « Functioning Federalism' in Iraq: A Critical Perspective », *London School of Economics Blog*, 11 mars 2018.
22. Sajad Jiyad, « *Failure of Governance in Basra puts all of Iraq at Risk* », *London School of Economics Blog*, 2 avril 2020.

Ces migrations d'une main-d'œuvre nécessaire au secteur agricole ont entraîné une baisse des rendements allant de 50 à 75 % en comparaison aux rendements agricoles jordaniens, voire turcs[23]. Au cours de la décennie 2010, cette détérioration du secteur agricole n'a cessé de se poursuivre voire de s'accélérer. En 2018, selon le ministère irakien de l'Agriculture, la quantité des terres agricoles du pays a ainsi été réduite de 50 % par rapport à 2017. C'est la région de Bassorah qui est parmi les plus touchées : la salinité sans précédent, associée au manque d'eau et aux activités pétrolières, a éliminé pas moins de 87 % des terres arables de la province[24].

À ce défaut de gouvernance nationale s'ajoutent diverses pratiques et spécificités locales qui malmènent les ressources environnementales disponibles. Face à ces difficultés d'accès aux ressources en eau, les stratégies d'adaptation des agriculteurs reposent sur l'obtention de matériel de pompage et de réservoirs pour assurer l'irrigation des champs. La province d'Al-Qadisiyya, qui compte plus de 7 500 km² de zones agricoles, dépend ainsi de moteurs et d'autres mécanismes nécessaires pour puiser l'eau d'irrigation et assurer son stockage et sa distribution. Or, l'absence de subsides et le coût élevé des matériels (1 600 USD pour une pompe) empêchent nombre de ces agriculteurs d'assurer correctement la survie de leurs cultures et élevages[25]. En conséquence, en 2018, dans la même province, ce sont au moins 500 km² qui n'ont pu être irrigués, entraînant leur assèchement et leur inexploitation. Pour parvenir à encore exploiter leurs lopins de terre, des fermiers n'ont dès lors d'autres choix que de procéder à des forages de puits clandestins afin d'atteindre des nappes phréatiques plus profondes. Loin d'être efficaces, ces forages illégaux renforcent la déstabilisation des exploitations agricoles. L'accaparement des ressources devient une stratégie développée par certaines communautés pour maintenir leur stabilité. Les tensions s'accroissent entre fermiers voire entre communautés entrant dans une logique de concurrence parfois marquée par la violence. Différentes tribus ont ainsi eu recours à la lutte armée pour s'assurer le contrôle de nappes phréatiques destinées aux besoins des agriculteurs avec lesquelles elles entretiennent des liens de proximité. Certaines tribus n'hésitent guère non plus à détourner les flux d'eau afin de privilégier l'irrigation de leurs propres terres et à empêcher des tribus concurrentes d'irriguer leurs fermes[26].

Avec le renforcement des périodes de sécheresse et de pénuries des ressources en eau, ces conflits tribaux deviennent de plus en plus récurrents. En 2017, dans la province de Maysan, les tensions entre tribus concernant le contrôle des ressources en eaux ont favorisé le déclenchement d'un cycle de violences armées forçant l'État central à intervenir en procédant à l'envoi de forces militaires.

---

23. *Iraqi agriculture in crisis*, *Epic*, 10 juillet 2017.

24. Associated Press, *Southern Iraq languishes from water crisis*, *The Arab Weekly*, 2 août 2018.

25. Dans le sud de l'Irak, le coût de ces puits s'élève aux environs de 600 USD.

26. Mustafa Saadoun, *Iraq over water scarcity*, *Al Monitor*, 15 février 2018.

Dans d'autres régions, les séquences de sécheresse à répétition font émerger les craintes d'une « *guerre de l'eau* » entre provinces irakiennes. En 2018, la province de Maysan était en conflit avec celle de Kut, tandis que la province de Muthanna faisait face à des tensions avec celles de Qadisiyah et Dhi Qar sur la redistribution des ressources hydriques.

Avec l'accélération du réchauffement climatique, certains accès aux ressources naturelles, en particulier l'eau et les terres arables, pourraient être limités dans plusieurs régions d'Irak. Dans le même temps, la montée de la demande en ressources liée à la croissance démographique et au développement économique fera pression sur les ressources disponibles. Conséquence de ces transformations, des flux migratoires des zones rurales vers les centres urbains pourraient devenir plus importants. Le rétrécissement des terres cultivées, l'impossibilité de palier aux manques de revenus et la déstabilisation sociale et économique des villages finiraient par forcer les populations locales à quitter leur lieu de vie, créant par-là de nouvelles tensions dans les zones d'accueil[27].

3.2. Conflits violents

Les conflits violents et les luttes armées sont un autre élément à prendre en compte dans la compréhension des conflits environnementaux irakiens. Premièrement et de manière logique, les dégâts des guerres et occupations successives ont pollué de nombreux sols, notamment le long de la frontière iranienne (la guerre Iran-Irak étant marquée notamment par l'utilisation d'armes chimiques). Durant son retrait, l'EI a procédé à la destruction de divers sites industriels, polluant les nappes phréatiques et entraînant diverses pollutions aériennes[28].

Les conséquences environnementales des conflits ne sont toutefois pas les seuls éléments à étudier. Le contrôle des ressources naturelles est ainsi un moyen à la disposition des acteurs d'un conflit violent pour assurer leur domination sur un espace de vie. Déjà, la vulnérabilité des communautés confrontées à ces violences environnementales s'explique par la réduction de la capacité des structures étatiques à gouverner, planifier, investir et contrôler les ressources naturelles et l'environnement. La coordination est perturbée tandis que de nombreuses personnes fuient les zones de combats, afin d'assurer leur sécurité.

Comme nous l'avons vu précédemment, des groupes tribaux ont profité de la brèche ouverte par l'absence de l'État pour exploiter les ressources naturelles et capturer les revenus de ces ressources à leur profit. Des opérations de destructions volontaires ont, de même, été réalisées afin d'assurer les objectifs de guerre de certains acteurs paramilitaires et terroristes.

---

27. Roger Guiu, *When canals run dry. Displacement triggered by water stress in the south of Iraq*, Internal Displacement Monitoring Centre, Genève, février 2020.

28. Amnesty, Iraq: Islamic State's destructive legacy decimates Yezidi farming, 13 décembre 2018.

Dans les espaces occupés par l'État islamique, les administrations locales dépendant du ministère de l'Agriculture ont été largement pillées, et les moyens financiers et matériels destinés aux producteurs agricoles ont ainsi été confisqués et détournés. Une logique de clientélisme s'en est suivi, autour notamment d'une redistribution selon des principes sectaires. Le groupe terroriste a également eu recours aux incendies de zones agricoles afin de rançonner diverses communautés locales, comme à Makhmour en mai 2019 ou à Khanaqin en mai 2020[29].

Ces attaques relèvent de plusieurs objectifs. D'abord, elles permettent au groupe de se financer en ayant recours à des mécanismes de rançons, les agriculteurs menacés craignant de voir leurs cultures partir en fumée. Ensuite, ces pratiques s'inscrivent dans une optique de vengeance, frappant les communautés chiites et sunnites opposées à l'EI. Enfin, ces destructions font partie d'une stratégie de domination de l'organisation terroriste qui cherche à asseoir son pouvoir via la désorganisation de la société, la dispersion de l'autorité et la réduction à néant des forces de résistance.

Le contrôle des ressources contribue ainsi à nourrir les conflits de par les revenus substantiels générés (ventes, rançonnage…) ou leur destruction (cycle de vengeance, notamment)[30]. L'insécurité, le manque d'eau, d'équipement, de semences et d'aide gouvernementale amènent des jeunes à trouver dans les milices, voire les groupes terroristes, des moyens de subsistance décents, en dernier recours[31]. De ces pressions environnementales peuvent donc émerger de nouvelles déstabilisations sécuritaires, l'attrait financier des groupes terroristes devenant une échappatoire[32].

3.3. Tensions régionales

Dernier élément concernant les conflits environnementaux qui touchent l'Irak : l'impact des politiques menées par les États voisins.

Le partage et la distribution des eaux du Tigre sont un point épineux dans les relations entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Le bassin versant du fleuve est important pour les différents États, couvrant 375 000 km² avec un débit moyen de 1 400 m³ par seconde (contre 840 pour l'Euphrate). La présence de la Turquie en amont lui fait jouer un rôle primordial dans le débit irakien.

---

29. ISIS burns crop fields in Makhmour after farmers refuse to pay tax, Rudaw, 14 mai 2019.
30. L'État islamique a tiré une partie de ses revenus de l'extraction de ressources telles que le pétrole et le coton. Voir (Aymenn Jawad Al-Tamimi, « The Archivist: Unseen Islamic State Financial Accounts for Deir az-Zor Province », *Aymenn Jawad Al-Tamimi's blog*, 5 octobre 2015).
31. Sarah Mathieu-Comtois, *Toward Economic Recovery and Food Security in Post-DAESH Iraq: A Framework for Governance Moving Forward*, IRIS, Konrad Adenauer Stiftung, 2017, p. 10.
32. Peter Schwartsztein, « Climate Change and Water Woes Drove ISIS Recruiting in Iraq », *National Geographic*, novembre 2017.

De son côté, l'Iran contribue à un apport en eau d'à peu près 9 %, via des rivières comme le Petit Zab ou l'Alwand descendant des monts Zagros ou le Karoun dans le Khouzestan.

Les principales crispations concernent les projets hydrauliques portés tant par la Turquie que l'Iran et qui contribuent aux tensions environnementales qui touchent l'Irak. En Turquie, le projet d'Anatolie du Sud-Est (GAP) qui vise à irriguer les cultures turques via la construction de plusieurs barrages hydrauliques, pourrait faire perdre à l'Euphrate 70 % de ses ressources en eau[33]. Du côté iranien, le détournement de la rivière Karoun pour irriguer les cultures iraniennes a entraîné une salinisation importante du Chatt-el-Arab du fait de la diminution de son débit.

L'autre élément du contentieux, aux racines anciennes, porte sur le statut du Chatt al-Arab, qui délimite la frontière entre l'Iran et l'Irak avant de se jeter dans le golfe Persique. En raison de son importance stratégique, les deux pays ont défendu pendant des siècles leur droit de souveraineté sur le fleuve. La zone a d'ailleurs été le lieu d'intenses combats durant la guerre de 1980-1988 entre l'Irak et l'Iran. Les griefs restent nombreux depuis lors sur le partage des eaux malgré l'existence de différents accords comme le Traité d'Alger de 1975[34]. Les tensions persistent essentiellement en raison des projets de développement portés en amont par l'Iran, bien que la volonté de coopération semble partagée par les deux capitales. Des contacts sur une gestion apaisée du bassin ont ainsi été relancés en mai 2019, portant notamment sur le dragage du fleuve, les résidus de produits chimiques voire de bateaux, polluant la zone[35]. Si les prémisses d'une « diplomatie de l'eau » semblent poindre entre les deux États, des crispations demeurent sur d'autres enjeux, notamment dans la fourniture d'électricité par l'Iran vers la région de Bassorah, dont les coupures entraînent des conséquences sur le bien-être environnemental des Irakiens.

La concurrence pour les ressources transfrontalières risque d'être particulièrement perturbatrice dans les régions qui disposent d'une base de ressources restreinte, qui ont des antécédents de conflit ou qui abritent des groupes marginalisés. Sans oublier le fait que l'exacerbation d'une concurrence locale peut causer des déstabilisations au niveau international, ces espaces n'étant pas refermés sur eux-mêmes.

---

33. Mustafa Habib, *Iraq's Lack Of Water Is A Foreign Policy Problem, Ministers Say*, Niqash, 24 février 2018.
34. Pierre Berthelot, Fadi Comair, *La crise de l'eau au Moyen-Orient*, Orients stratégiques, n° 8, janvier 2019 ; Ross Harrison, Paul Salem, *From chaos to cooperation. Toward regional order in the Middle East*, Middle East Institute, 2017.
35. Adnan Abu Zeed, *After decades, Iran, Iraq ready to dredge the Shatt al-Arab*, *Al-Monitor*, 31 mai 2019.

4. Quelles mobilisations face aux tensions ?

Dans le cadre de conflits liés à l'accès aux ressources environnementales, la dégradation des conditions de vie peut favoriser l'émergence de dynamiques de contestations sociales. L'Irak n'échappe pas à ces phénomènes, la dégradation des conditions de vie étant également liée aux changements environnementaux. Un sondage réalisé en 2017 par l'*Arab Forum for Environment and Development* (AFED) fait état d'une vision négative voire pessimiste de la population face à ces dégradations, avec un niveau de mécontentement particulièrement élevé (74 %)[36]. Même si la guerre, les conflits et l'instabilité politique nuisent à la situation environnementale du pays, l'incapacité des pouvoirs publics à répondre aux menaces constitue un grief de la part de la population. Le manque d'action ou d'efficacité des politiques publiques contre les changements naturels accroît les mécontentements. Ceux-ci tendent d'ailleurs à devenir de plus en plus actifs à mesure que les contraintes s'accroissent, notamment sur l'eau. Là où les politiques publiques font défaut, la « pression de la base[37] » tend à devenir plus importante.

Cette pression naît d'une conscientisation aux dégradations environnementales, qui se produit dès le niveau local à travers le partage d'informations sur l'état d'une ressource naturelle proche. Ainsi, dans le sud du pays, des activistes environnementaux ont mis en place une plateforme virtuelle d'information sur les dégradations liées à l'épuisement des ressources en eau. Une de ces plateformes, *Save the Tigris*, déclare dans ses intentions vouloir « *relier les groupes et mouvements concernés par les impacts négatifs des mégaprojets sur le Tigre et l'Euphrate*[38] ». D'autres mouvements touchant aux questions environnementales comme *Shakw Shakw* à Bagdad s'engagent dans cette prise de conscience des jeunes de leurs droits tout en aidant à l'échange de pratiques protestataires. La question environnementale devient un outil politique qui amène progressivement les membres à revendiquer d'autres actions, notamment sur la question du droit des femmes, de la lutte contre la corruption et du confessionnalisme. Un réseau finit par se créer en dehors des structures d'organisations classiques et verticales, dominées par les partis politiques ou les grands groupes religieux.

De nombreuses questions restent en suspens sur la structuration et les publics actifs au sein de ces mouvements de protestations environnementales. Plusieurs cas illustrent le passage d'un militantisme environnemental à une protestation

---

36. Collectif, *Arab environment in 10 years*, Arab Forum for Environment and Development, novembre 2017.
37. Asef Bayat, *Social Movements, activism and social development in the Middle East, Civil Society and social movements, Programme paper n° 3*, United Nations Research Institute for social development, novembre 2000.
38. Our story, Save the Tigris Campaign, page Facebook, 3 avril 2019.

plus systémique. Des activistes écologistes, comme Salman Kairallah Al-Mansoori et Omar Kadhem Al-Amri, ont été ainsi présents durant les protestations de décembre 2019 à Bagdad, ayant notamment été arrêtés pour leurs actions protestataires. La qualité des échanges entre les divers groupes protestataires et la question de la conscientisation environnementale pouvant faciliter le passage vers d'autres formes d'actions politiques est donc un élément à étudier.

Une première approche des protestations révèle déjà l'existence d'une mobilisation à petite échelle, répétée, pouvant être considérée comme, au moins en partie, environnementale. À Bassorah, les manifestations autour d'enjeux sociaux et économiques intègrent désormais cette question et deviennent de plus en plus régulières, principalement au travers de petits rassemblements de moins de 100 personnes. Dans un premier temps, c'est le facteur de proximité d'une tension environnementale précise qui semble jouer, par exemple une rivière du quartier polluée ou une ressource naturelle proche accaparée de manière illégitime[39]. Au fur et à mesure des frustrations rencontrées par les populations, ces mouvements semblent converger dans une sorte de syncrétisme des revendications et prendre une dimension plus massive. À l'été 2018, les mobilisations qui ont secoué Bassorah ont ainsi vu se rassembler des demandes liées à l'accès à l'emploi, à la dégradation des ressources naturelles, à la demande d'accès à l'eau potable, à la dénonciation des inégalités quant à l'accès aux marchés fonciers et à la distribution des ressources naturelles[40]. Essentiellement pacifiques, ces manifestations peuvent prendre un caractère violent, les autorités publiques échouant à engager le dialogue et à rassurer les manifestants, à l'image de manifestations à Bassorah en juillet 2018 ainsi qu'à l'été 2019[41].

Le répertoire des modes de protestations tend, de son côté, à se diversifier. Aux défilés classiques se sont ajoutées des actions collectives telles que des *sit-in* et des blocages d'infrastructures. L'occupation des rues et les actions originales via des plateformes virtuelles reflètent autant la politisation croissante des protestataires, issus notamment de la jeune génération, que l'échec des canaux de pouvoir existants à représenter ou à absorber les activistes[42]. Si le retrait de l'État dans le domaine de la protection des populations semble représenter un facteur nourrissant ces dynamiques de protestation, les interactions entre ces mouvements, leurs motivations et leur composition nécessiteraient un approfondissement.

---

39. Pour plus de détails sur les manifestations frappant le sud de l'Irak, le chercheur anglais Benedict Robin-D'Cruz propose, sur son blog, un monitoring régulièrement mis à jour: Benedict Robin-D'Cruz, *Iraq after occupation. South Iraq Security Reports*, Blog, University of Edinburgh.
40. World Bank, *Jobs in Iraq: a primer on job creation in the short-term*, juin 2018, p. 17.
41. Benedict Robin-D'Cruz, *As Protests Sweep Iraq, are the Country's Political Elites Running out of Options?*, LSE Middle East Centre Blog, 18 juillet 2018.
42. Harith Hasan, « A Vehicle for Revolution », in *Diwan*, Carnegie Middle East Center, 2 mars 2020.

Des aspects proches de ce qu'Asef Bayat avait défini comme des « *non-mouvements sociaux* » composés notamment de subalternes réagissant face à une « a*ccumulation par la dépossession* » apparaissent comme une clef de lecture facilement compréhensible[43]. Action collective d'acteurs non collectifs, ces non-mouvements se distinguent par une orientation guidée davantage par l'action que par le motif idéologique, contestant l'absence de l'État et son dépassement par des forces privées, coupant l'accès à ce qu'une partie de la population considère comme étant un « *bien commun* ». Les réseaux informels jouent un rôle dans la capacité de mobilisation, sortant des structures classiques qu'elles soient politiques, tribales ou religieuses. Seule une étude plus approfondie pourrait conforter ces hypothèses. La recherche, notamment de terrain, pourrait aider à mieux comprendre les logiques poussant à la mobilisation des acteurs, que ce soit au niveau local, régional ou national.

Conclusion : l'Irak, un pays en sursis environnemental ?

Si l'intensité est variable suivant les espaces et les enjeux examinés, l'Irak est néanmoins confronté à des défis majeurs en termes de sécurité environnementale. Les ressources hydriques, alimentaires, énergétiques sont menacées dans leur développement et leur redistribution. En outre, l'impact des changements climatiques affectera les terres disponibles, accroissant les risques de désertification et de migrations des populations locales. Le sud du pays semble plus affecté que certaines autres régions, de par son climat plus sec, sa forte dépendance du bassin du Tigre et de l'Euphrate et sa densité de population. À l'inverse, c'est dans le nord de l'Irak que se concentrent principalement les destructions environnementales dues aux conflits armés, notamment avec l'EI, même si le sud du pays connaît des violences entre communautés locales.

Comme le montre cette analyse, le changement climatique n'est pas en soi une cause des protestations et conflits qui traversent l'Irak à l'heure actuelle. Le désengagement de l'État et les luttes entre les factions pour contrôler le pouvoir expliquent plutôt les déstabilisations actuelles. Les dynamiques en cours trouvent également leurs origines au sein de processus locaux, régionaux, ainsi que de crises issues de la recomposition des champs politiques, communautaires et religieux. Néanmoins, dans ce contexte dégradé, les changements climatiques deviennent un facteur d'aggravation et ouvrent sur de nouvelles menaces. Ils contribuent à l'exacerbation de « *risques secondaires, tels que conflits violents, instabilité politique, déplacements de population, pauvreté et faim*[44] ».

---

43. Asef Bayat, *Revolution without Revolutionaries. Making sense of the Arab Spring*, Stanford University Press, Stanford, 2017, p. 93s.

44. François Gemenne *et alii*, « Climate and Security: Evidence, Emerging Risks, and a New Agenda», in*imatic Change*, vol. 123, n° 1, p. 9.

Sans mesures efficaces, la précarité environnementale de l'Irak à court et moyen termes risque de s'enraciner au vu de la tendance actuelle. Le lien entre changements climatiques et insécurité n'est cependant pas mécanique. Pour en saisir la portée et les ramifications, il importe d'analyser le contexte dans lequel ces changements apparaissent. Dans cette optique, les institutions et les structures politiques en place, leurs actions et leur niveau de préparation face aux impacts du changement climatique doivent être analysés. Un État fragile ou échouant à assurer à sa population les moyens de faire face aux impacts des transformations environnementales serait le plus susceptible de voir s'accroître, en son sein, des situations tendues pouvant dégénérer en conflits armés. L'incapacité des institutions à s'adapter peut accélérer l'apparition de dynamiques de déstabilisation nationale ou régionale. À l'inverse, les institutions développant des contre-mesures actives telles que des outils de redistribution équitable des ressources, une transparence dans la gestion de ces ressources et une protection des communautés menacées par les transformations environnementales seraient les plus à même de supporter les chocs futurs.

En mai 2019, un rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat des Nations unies portant sur la protection des civils en période de conflit armé développait les répercussions néfastes des conflits sur l'environnement. Partant des conflits en Irak, en Syrie, en Ukraine et au Yémen, le rapport démontrait l'attention devant être portée sur la responsabilité des États et la réponse humanitaire par rapport à ces enjeux[45]. Les différents accords de résolution des conflits devront inclure des dispositions relatives à la gestion des ressources naturelles et à l'atténuation des conflits environnementaux afin de permettre l'établissement d'une paix durable. L'enjeu de la sécurité environnementale est donc aussi celui de la souveraineté environnementale, à savoir la capacité des sociétés à disposer d'elles-mêmes et à développer les solutions les plus adaptées à leurs contextes sociaux et environnementaux. Sans cela, les crises à venir ne pourraient que s'aggraver et générer de nouvelles formes de violences où la donne environnementale pourrait jouer un rôle de plus en plus destructeur.

Confronté à des tensions et crises d'ampleur diverses, l'Irak est contraint dans ses actions par la faiblesse des moyens à sa disposition. Néanmoins, diverses pistes sont envisageables pour tenter de limiter les effets des conflits environnementaux en cours et pour atténuer les chocs des dérèglements à venir.

Un premier point important est que la conception classique du fonctionnement de l'État et de ses prérogatives représente parfois un obstacle face à une adaptation aux changements environnementaux.

45. Nations unies, Protection des civils en période de conflit armé, Rapport du Secrétaire général, S/2019/373, 7 mai 2019, [en ligne], https://undocs.org/fr/S/2019/373.

L'établissement d'une atmosphère de dialogue entre le gouvernement et les populations concernées est pointé comme une nécessité. Sans l'investissement actif des communautés locales, les politiques d'atténuation et d'adaptation face aux changements environnementaux resteront lacunaires.

Les solutions sont, par conséquent, multiples et à plusieurs niveaux. Parmi les principaux éléments à mettre en place figurent une vision partagée de la gestion des ressources naturelles, la promotion de la transparence et la participation, la protection des droits sur les ressources, l'accent sur l'équité et le partage des revenus issus de l'exploitation des ressources, ainsi que l'examen des questions d'accès à la justice et au règlement pacifique des différends. Un autre mécanisme concerne le renforcement des capacités institutionnelles, étatiques ou communautaires, passant nécessairement par la reconstruction des relations de confiance entre les différents acteurs[46]. Chaque cas reste cependant lié à son contexte.

Le dialogue et la coopération entre les différents usagers se répartissant les ressources naturelles disponibles sont fondamentaux. Sans aucune confiance les unes envers les autres ou envers les structures étatiques, ces communautés se retrouvent confrontées à un risque accru de conflits. Elles deviennent, en outre, moins résistantes aux chocs et aux contraintes qui pourraient affecter, dans le futur, la distribution et la disponibilité des ressources naturelles. Au-delà donc des destructions des ressources environnementales, une approche de la dégradation de la gouvernance environnementale et des relations sociales au sein des communautés concernées doit être réalisée pour bien analyser les conséquences possibles des actes posés. Ces approches joueront un rôle important dans les stratégies post-conflits ainsi que dans l'anticipation des conflits futurs.

* * *

46. David Jensen, Stephen Lonergan, *Natural Resources and Post-Conflict Assessment, Remediation, Restoration, and Reconstruction: Lessons and Emerging Issues*, United Nations Environment Programme, University of Victoria, 2013. Collectif, *The Role of Natural Resources in Disarmament, Demobilization Reintegration: Addressing Risks and Seizing Opportunities*, United Nations Environment Programme, United Nations Development Programme, 2013. Helen Young, Lisa Goldman, *Lessons Learned: Managing Natural Resources for Livelihoods: Helping Post-Conflict Communities Survive and Thrive*, Environmental Law Institute, 2015. Carl Bruch, Carroll Muffett, Sandra S. Nichols, *Natural Resources and Post-Conflict Governance: Building a Sustainable Peace*, Environmental Law Institute, United Nations Environment Programme, 2016.

Auteur

Jonathan Piron *est historien, spécialiste du Moyen-Orient. Chercheur au sein d'Etopia, il enseigne les relations internationales contemporaines à Helmo (Liège). Il est également chercheur associé au GRIP.*

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.